

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 11/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Alliance Négoce**

N 8 - ZI DE BEL AIR  
route de Buzançais BP 15  
36110 Levroux

Références : Visite ICPE du 30/04/2026  
Code AIOT : 0010004723

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement Alliance Négoce implanté route de Migny 36100 Issoudun. L'inspection a été annoncée le 15/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Alliance Négoce
- route de Migny 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010004723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALLIANCE NEGOCE (filiale du groupe AXEREAL) exploite des installations de stockage en vrac de céréales et de grains sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2013 modifié.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage de céréales (rubrique n° 2160.2a) sous le régime de l'autorisation, la quantité maximale stockée étant de 43 800 m<sup>3</sup> ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160.1b) sous le régime de la déclaration, la quantité maximale stockée étant de 5 300 m<sup>3</sup> ;
- stockage d'engrais liquide (rubrique n° 2175) sous le régime de la déclaration, la quantité maximale stockée étant de 3 470 m<sup>3</sup>.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Installations électriques           | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 5  | Entretien des moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.2 | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 7  | Protection des milieux              | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.6 | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 8  | Autosurveillance                    | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 9.2.2 | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 9  | valeurs limites d'émissions         | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 4.3.8 | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 60 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Zonage des dangers                    | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.2.2   | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 3  | système d'aspiration et de filtration | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 8.2.6.2 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | de filtration               | article 8.2.6.2                                 |                                                                                                     |                   |
| 4  | Protection contre la foudre | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.4 | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 6  | Ressource en eau et mousse  | Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.3 | /                                                                                                   | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zonage des dangers

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan relatif à la matérialisation des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion.</p> <p>Ce plan est dématérialisé sur le réseau informatique de l'installation.</p> <p>Par sondage, l'inspecteur a identifié la zone de l'élévateur entre les silos 13 et 14. Cette zone est identifiée en cohérence avec le plan (zone à risque d'explosion).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------|
| Pas d'écart constaté.                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>/ |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                              |

## N° 2 : Installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les normes en vigueur.<br>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none"> <li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;</li> <li>• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), [...]</li> </ul><br>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. |

Dans les silos, toute installation électrique autre que celles nécessaires à l'exploitation des cellules de stockage et des équipements du travail du grain est interdite.

[...]

#### **Constats :**

Ce constat est issu de la précédente inspection du 20 octobre 2023.

Le constat était le suivant:

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la conformité des installations électriques dans les silos A et B.**

**L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires de manière à ce que l'organisme puisse vérifier la conformité de l'ensemble des installations électriques.**

En préalable, l'inspecteur a contrôlé, par sondage, un appareil situé en zone à risque explosif (contrôle du moteur du transporteur à chaîne pour le remplissage de la cellule 13).

Il a été constaté que le moteur du transporteur, situé en atmosphère à risque explosif est adapté à la zone (comporte le marquage Ex et est IP55 groupe II catégorie 3D).

L'exploitant a explicité en séance la dénomination des silos.

- Silo A: concerne le silo Onic, vieux silo et grand stockage à plat. (silos 2, 3, 4, 7 et 8)
- Silo B: concerne les silos 13,14, et 15

L'exploitant a fourni:

- le rapport de vérification des installations électriques N° 118271232501R003 réalisé par le bureau Dekra le 9 janvier 2026 (silo Onic, vieux silo & grand stockage à plat)
- le rapport de vérification des installations électriques N° 118271232501R004 réalisé par le bureau Dekra le 9 janvier 2026 (silos Bionnet et magasins appro /engrais)

Ce rapport (N° 118271232501R004) indique que le silo Bionnet concerne les silos 1, 2 et 3. Or le plan du site visualisé par l'inspecteur ne fait pas état de silo référencé 1 et ce groupe de silo s'apparente à une partie du silo A.

Le contrôle du silo B n'est pas justifié.

Les rapports fournis ne font état que de l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté n'est pas fourni.

La cohérence entre les rapports de vérifications électriques et le référencement des bâtiments sur le plan de masse du site ne permet pas de vérifier la bonne réalisation de l'ensemble des installations électriques du site.

Transmettre à l'inspection les derniers rapports de vérifications des installations électriques pour

lesquels seront clairement identifiés les contrôles effectués dans:

- les silos 13, 14 et 15;
- les silos 2, 3, 4, 5 et 7;
- le magasin engrais solides n°1 et le magasin approvisionnement;
- le magasin engrais solides n°2;
- la zone de stockage engrais liquides.

Le constat établi le 20 octobre 2023 n'est pas satisfait.

**Constat:**

- La bonne réalisation de l'ensemble des vérifications des installations électriques sur la totalité de l'installation n'est pas justifiée.
- l'avis d'un organisme compétent (hors avis sur les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds) sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé n'est pas fourni.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 3 : système d'aspiration et de filtration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 8.2.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie/explosion

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

[...]

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de contrôle est issu de la précédente inspection du 20 octobre 2023.<br/> <u>Le constat était le suivant:</u><br/> <b>Le système de double asservissement de l'aspiration de poussières sur les équipements de manutention du silo 9 n'est pas fonctionnel.</b></p> <p>Lors de la visite du 30 avril 2026 il a été procédé à nouveau au test du double asservissement:<br/> Absence de mise en marche de l'aspiration du silo 9 : démarrage de l'élévateur E11 inopérant.<br/> Après mise en marche de l'aspiration puis de l'élévateur, la coupure de l'aspiration a provoqué l'arrêt de l'élévateur E11.<br/> Test concluant.</p> <p>L'écart constaté le 20 octobre 2023 (point de contrôle n° 5) est levé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 4 : Protection contre la foudre**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.3.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie / explosion</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]<br/> Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.<br/> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.<br/> [...]<br/> Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.<br/> L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le dernier rapport de vérification des appareils de protection contre la foudre:</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

Rapport Socotec relatif à l'intervention du 18 novembre 2025 et concernant la vérification visuelle.

Date du rapport : 21 novembre 2025.

Référence : XP405/25/707

N° d'intervention : 962S0251100000000973

Le rapport du 21 novembre 2025 précise que le dernier rapport de vérification complète a été réalisé en 2024 (Rapport 2024 XP405/24/447). Le rapport complet de 2024 n'a pas été consulté par l'inspecteur.

Le rapport de vérification visuelle du 21 novembre 2025 indique qu'il n'y a pas d'anomalie constatée (silos 2 à 7 et silos 13 à 15).

**Pas d'écart constaté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

/

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, maintenance et essais

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis les documents suivants:

- PV d'intervention du 18 juillet 2025 sur parc d'extincteurs réalisé par Eurofeu.

Ce rapport fait état du bon fonctionnement du parc d'extincteurs.

- PV d'intervention du 10 mars 2026 sur parc de colonnes sèches.

Ce rapport indique que sur les 3 colonnes sèches, 2 sont concernées par des fuites (n°1 et 2).

Afin de remédier à ces défauts, l'exploitant a sollicité un devis établi par Eurofeu n° C10006603/1 du 07/04/2026.

Au jour de l'inspection du 30 avril 2026, la réparation n'est pas réalisée.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constat:</b><br><b>Des équipements de lutte contre l'incendie (2 colonnes sèches) ne sont pas en bon état.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 6 : Ressource en eau et mousse**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens disponibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m<sup>3</sup> et avec réalimentation par le réseau d'eau potable en toute circonstance,</li> <li>• deux réserves d'eau constituées au minimum de 70 m<sup>3</sup> chacune et avec réalimentation par le réseau d'eau potable en toute circonstance,</li> <li>• [...]</li> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• [...]</li> <li>• 3 colonnes sèches.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspecteur a constaté la présence: <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la bâche à eau de capacité 120 m3, munie d'une prise de raccordement, et d'un dispositif de réalimentation.</li> <li>- de deux cuves de capacité de 70 m3 chacune aux dires de l'exploitant munies d'une prise de raccordement commune.</li> </ul><br>La présence des extincteurs et des 3 colonnes sèches sont attestés par les rapports des contrôles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------|
| Eurofeu consultés par l'inspecteur (voir point de contrôle précédent).    |
| <b>Pas d'écart constaté.</b>                                              |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>/ |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                              |

**N° 7 : Protection des milieux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 7.7.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités de rétention                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement par rapport à l'extérieur des réseaux d'assainissement de l'établissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement).<br/>Les capacités de rétention des eaux polluées sont au minimum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 600 m<sup>3</sup> pour les silos,</li> <li>• 120 m<sup>3</sup> pour le local des produits phytosanitaires,</li> <li>• 1 750 m<sup>3</sup> pour les réserves d'engrais liquides.</li> </ul> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...]</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.<br/>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspecteur a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence de la capacité de rétention du local des produits phytosanitaires.<br/>Elle est constituée d'un muret étanche sur la périphérie du stockage et d'une barrière étanche mobile.<br/>Cette barrière a été fermée à la demande de l'inspecteur pour en vérifier le bon fonctionnement (fermeture manuelle et verrouillage) : test concluant.</li> <li>- la présence de la capacité de rétention de l'aire de stockage d'engrais liquides.<br/>Elle est constituée d'un mur étanche périphérique. Il est en bon état apparent. La rétention était vide de tout liquide.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

Le respect du volume représenté par cette rétention, au regard de la quantité de liquides stockés n'a pas pu être justifié. Le volume prescrit de la rétention est de 1750 m<sup>3</sup>.

La présence effective de la capacité de rétention permettant le confinement d'un volume de 1600 m<sup>3</sup> pour les silos n'a pas pu être vérifiée:

- le lieu supposé par l'exploitant permettant cette rétention est un point bas du site vers lequel convergent les réseaux de collecte des eaux pluviales provenant des avaloirs situés sur les plateformes imperméabilisées en amont;
- à ce point bas, un débourbeur déshuileur a été visualisé, mais l'exutoire final vers le milieu n'a pas été trouvé, et Il n'a également pas été trouvé de dispositif de sectionnement permettant d'isoler les eaux potentiellement polluées par rapport à l'extérieur.

**Constat:**

- L'installation n'est pas équipée (en ce qui concerne les silos) d'une capacité de rétention pour permettre le confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (absence de capacité de rétention et de dispositif de coupure);
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la suffisance de la capacité de rétention du stockage d'engrais liquides au regard de la quantité stockée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 8 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des rejets d'eaux résiduaire

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre pour les eaux rejetées vers le milieu récepteur n°1 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5).

| Paramètre | type de suivi | Périodicité de la mesure |
|-----------|---------------|--------------------------|
|-----------|---------------|--------------------------|

|                                                                                  |                  |          |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------|
| p H , D B O 5 , D C O ,<br>Hydrocarbures totaux, MES<br>totales, Phosphore total | ponctuel sur 24h | annuelle |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------|

**Constats :**

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de contrôle de la qualité des eaux rejetées.

**Constat:**

**Le contrôle annuel de la qualité des eaux rejetées n'est pas réalisé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 9 : valeurs limites d'émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/04/2013, article 4.3.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. )

| Paramètre            | Concentration maximale (mg/l) |
|----------------------|-------------------------------|
| DBO5                 | 100                           |
| DCO                  | 300                           |
| Hydrocarbures totaux | 5                             |
| MEST                 | 100                           |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| MEST                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 100 |
| Phosphore total                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 2   |
| <b>Constats :</b><br><br>Comme vu au point de contrôle précédent, en l'absence de contrôle de la qualité des eaux rejetées, le respect des valeurs limites d'émissions ne peut être vérifié.<br><br><b>Constat:</b><br>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect de la qualité des eaux rejetées au point n°1. |     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.                                                                                                                          |     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                 |     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                       |     |